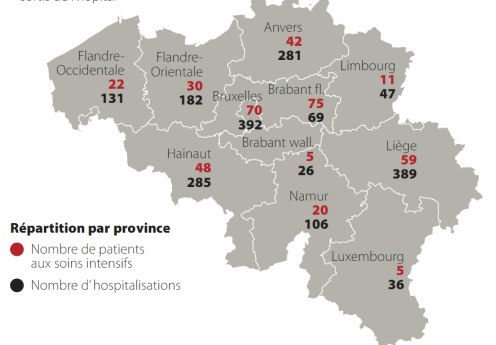


Evolution du covid-19 en Belgique

Chiffres publiés le 16/10 - Evolution sur 24 h

Total morts	Hospitalisations	Soins intensifs	Guéris*
1 0 3 2 7	1 9 4 9	3 2 7	2 0 7 2 0
+ 49	+ 172	+ 14	+ 133

* sortis de l'hôpital



Répartition par province

- Nombre de patients aux soins intensifs
- Nombre d'hospitalisations

Nombre de cas positifs détectés chaque jour

Courbe de tendance, calculée sur la moyenne des 7 derniers jours



Les chiffres des 3 derniers jours sont incomplets car il faut compter 72 heures pour qu'une majorité des cas positifs soient notifiés aux autorités sanitaires.

Nombre moyen de tests réalisés par jour
46.474
Proportion de tests positifs
12,7%

Deux vaccins prêts à être autorisés en novembre

Les sociétés américaines Pfizer et Moderna prévoient de demander l'autorisation de leurs vaccins contre le covid d'ici fin novembre aux Etats-Unis, ce qui marquerait un record de vitesse absolu pour le développement d'un vaccin, neuf mois après le premier mort du virus dans le pays. Mais le lancement éventuel de la vaccination d'ici le Nouvel An sera trop limité pour contenir à lui seul l'épidémie, qui en est à son troisième rebond aux Etats-Unis. Le bilan officiel a dépassé vendredi huit millions de cas, un chiffre certainement sous-estimé. AFP

L'Italie passe la barre des 10.000 cas quotidiens

L'Italie a passé vendredi la barre symbolique des 10.000 nouveaux cas de covid en 24 heures, confirmant la hausse inexorable des contagions dans le pays en dépit des restrictions imposées par le gouvernement. La Péninsule a enregistré des nombres records de nouveaux cas ces derniers jours, à mettre toutefois en regard avec la hausse parallèle du nombre de tests effectués (plus de 150.000 au cours des dernières 24 heures). Depuis le début de la pandémie, l'Italie a enregistré au total plus de 391.000 cas, dont 36.427 morts. AFP

Les grandes mesures annoncées lors des Conseils nationaux de sécurité et comités de concertation depuis mars. La date correspond au jour des annonces.

10 mars

- Interdiction des rassemblements de plus de 1.000 personnes
- Interdiction des visites dans les maisons de repos à Bruxelles et en Wallonie

L'automne sei

Le Belge n'a pas échappé à la punition. Il paie le laisser-aller de ces dernières semaines avec de nouvelles restrictions de liberté, presque un « semi-confinement ». L'horeca devra complètement fermer et la permission de minuit est instaurée.

ANALYSE

MAXIME BIERMÉ

Rangez les chauffeuses, l'automne sera confiné. Les autorités belges ont pris des décisions « sévères » vendredi pour contrer la propagation du covid en Belgique. Avec des chiffres qui font ou, en tout cas, devraient faire très peur : 2.000 hospitalisés, plusieurs centaines en soins intensifs et 35 morts rien que sur la journée de jeudi. Des hôpitaux sur le point de déborder à Liège aussi. « Ce sont des tendances qui augmentent plus vite qu'en mars et avril », a insisté le Premier ministre Alexander De Croo (Open VLD), lors de la conférence de presse qui faisait suite au comité de concertation. « Et on va être contraint de continuer à annoncer des mauvaises nouvelles dans les prochains jours... »

D'où ces « mesures très dures » que le libéral flamand a qualifiées lui-même d'injustes. « Mais c'est le virus qui est injuste car il touche de manière disproportionnée les plus vulnérables ! », a tonné un De Croo très solennel, entouré des ministres-présidents et du ministre de la Santé. Avant de sommer les Belges de jouer les Tom Cruise : « Nous avons une mission : faire baisser les chiffres et pour cela, il faut des règles plus strictes. »

Couvre-feu dès minuit

Ce ne sera pas une partie de plaisir. La liste des restrictions continue de s'allonger. Vous pourrez toujours faire des câlins à une personne extérieure à votre ménage. Elle pourra - au moins pendant encore une semaine - vous accompagner au cinéma, au théâtre ou au stade. Mais attention, le gouvernement vous donne la permission de minuit. Un couvre-feu est instauré entre minuit et cinq heures du matin. Il commence dans la nuit de lundi à mardi. L'objectif est que les fêtes ne se prolongent pas trop tard, le cercle familial restant de très loin le lieu où on se contamine le plus.

Il sera toujours possible d'organiser des repas entre amis, mais on garde la fameuse règle des quatre invités maximum, avec une consigne de plus : il faut garder le même choix d'invités pendant deux semaines. A vos agendas pour organiser les tournantes.

Clairement, l'horeca est le grand perdant de ce « semi-reconfinement ». Tous les ministres et ministre-présidents ont tenu à montrer leur compensation envers les restaurateurs. Pour calmer ce secteur déjà au bord de la crise de nerf, tous ont aussi promis de l'argent. Combien ? Le gouvernement wallon le décidera demain. Les Flamands auront accès à un « paquet » qui peut monter jusqu'à 22.500 euros. Les Bruxellois devront se contenter de la prime de 3.000 euros déjà attribuée aux cafés. Le fédéral fera aussi un effort.



Une enveloppe de 500 millions d'euros aurait été arrachée en fin de réunion.

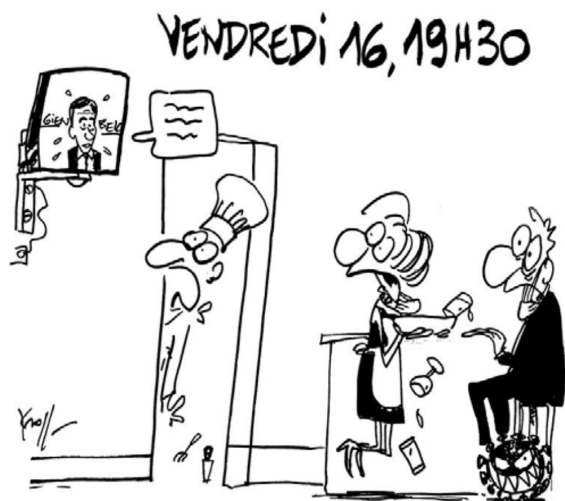
Deal politique sur l'horeca

Une somme fruit d'une longue négociation tendue. Ce « deal politique » aurait été « concédé » par Alexander De Croo et Frank Vandenbroucke (SPA) considérés comme les plus « radicaux » dans le choix des mesures, selon plusieurs parties prenantes. « Ils voulaient tout fermer », entendait-on rue de la Loi. D'autres, dans les rangs libéraux francophones mais pas que, ont plaidé pour des alternatives. D'où ce petit suspense en fin d'après-midi et le départ de la conférence de presse avec près de deux heures de retard sur le planning. Pas facile de s'entendre quand la voix de n'importe quel ministre-président de n'importe quel niveau de pouvoir peut bloquer tout le processus de concertation.

Cette fermeture de l'horeca restera une petite surprise. On s'attendait plutôt à une harmonisation des horaires avec les cafés. 23 heures, ou un peu plus tôt... Mais comme des millions d'Euro-péens, le Belge est puni pour son comportement trop laxiste. Une enquête de Sciensano publiée - comme par hasard - ce vendredi indiquait qu'en septembre, plus de 40 % des gens n'avaient pas respecté les gestes barrières.

Punie, la population sera aussi privée de marchés de Noël (mais pas des marchés classiques où on achète ses fruits et légumes), à moins d'une intervention magique d'ici le mois prochain. Il faudra faire son stock d'alcool avant 20 heures et, en cas d'oubli de la pizza, on ne pourra se faire livrer que jusqu'à 22 heures. N'espérez pas vous plaindre de tout ça auprès de vos collègues à la machine à café. A moins que votre boulot n'impose absolument que vous soyez présent physiquement, le télétravail re-

KROLL



12 mars

- Fermeture des écoles et universités
- Fermeture des bars, restaurants
et discothèques
- Annulation des activités récréatives,
sportives et culturelles

17 mars

- Confinement à domicile
- Interdiction de tous les rassemblements
- Le télétravail obligatoire quand c'est possible
- Fermeture de tous les commerces sauf essentiels
- Interdiction des voyages à l'étranger

15 avril

- Réouverture des magasins de bricolage
- Autorisation de la visite d'un proche
dans les maisons de repos

24 mai

- Réouverture des commerces
- Réouverture des écoles

La quasi reconfiné



« Nous avons une mission : faire baisser les chiffres et pour cela, il faut des règles plus strictes », a solennellement déclaré Alexander De Croo. © EPA-EFE

Night-shops

Pas de vente d'alcool après 20 h

Les night-shops devront fermer leurs portes à 22 h. Ainsi en a décidé le comité de concertation de ce vendredi, reprenant ainsi la décision déjà annoncée en juillet par la Première ministre d'alors afin de limiter les rassemblements dans l'espace public. Une différence de taille cependant puisque, cette fois, la vente d'alcool y sera interdite après 20 h.

« Cela nous semble aller de soi comme décision », commente le porte-parole de l'Union des classes moyennes, Thierry Evens, qui ne se dit pas vraiment opposé à cette mesure, même si cela va évidemment contrarier le travail des night-shops. « Cependant, à partir du moment où l'on considère que la contamination au covid se produit le plus souvent à l'occasion de fêtes informelles qui s'organisent à l'improviste après avoir acheté des bouteilles dans des commerces de nuit, la mesure nous paraît être un moindre mal, surtout comparée à ce qui est décidé pour l'ensemble de l'horeca. »

Mais de reconnaître cependant que le contrôle de la mesure va être rendu d'autant plus difficile que les magasins de nuit vont pouvoir rester ouverts encore pendant deux heures après cette interdiction. Et la même question va fatalement se poser dans les grandes surfaces dont les portes restent d'ordinaire ouvertes le vendredi jusqu'à 21 h. Comment empêchera-t-on des clients de passer avec des bouteilles dans leur chariot pendant cette période d'une heure ? « C'est vrai que cette question nous a complètement échappé... », reconnaît notre interlocuteur. JEAN-PHILIPPE DE VOGELAERE

horeca Sous le choc, le secteur crie à l'injustice

JULIEN BOSSELER

Une incompréhension, une déception totale, une injustice, une catastrophe, un choc. Le secteur horeca n'a pas de mots assez forts pour qualifier la mesure prise par le comité de concertation : la fermeture de tous les restaurants et cafés du pays dès ce lundi 19 octobre pour une durée de quatre semaines. « Nous étions prêts à accepter des mesures intermédiaires comme une fermeture à 23 h, voire 22 h s'il le fallait. Mais nous n'avons même pas pu négocier et trouver un consensus avec les autorités. C'est de l'irrespect pour notre secteur », dénonce Thierry Neyens, président de la Fédération horeca Wallonie qui se dit « déstabilisé et totalement déçu, vu les efforts consentis par l'horeca, conformément à son protocole sanitaire. Alors oui, il existe des exploitants qui se comportent comme des cow-boys et des clients qui manquent de civisme. Mais de là à punir tout un secteur pour quelques mauvais élèves... » Le représentant n'exclut dès lors pas que « la marmite explose » et envisage d'ores et déjà une action judiciaire en référé pour casser la décision de fermeture.

Celle-ci a pourtant été prise pour préserver la santé publique, a argumenté le Premier ministre De Croo. « C'est une mesure totalement disproportionnée, qui ne repose très certainement pas sur des chiffres probants », estime plutôt Thierry Neyens. Une partie du secteur exige qu'on lui démontre le lien entre ses activités et des contaminations virales, vu les mesures sanitaires en place, comme l'écartement des tables, les parois de plexiglas ou encore la désinfection entre chaque client. « Les établissements de restauration ont tous pris de nombreuses mesures pour recevoir leurs clients en toute sécurité », déclare ainsi par communiqué Dominique Michel, administrateur délégué de Comeos qui fédère notamment les chaînes de restos. « On n'a pas connaissance de problèmes de contamination dans les restaurants. Les formulaires d'enregistrement qui ont dû être conservés, mais qui ont à peine été demandés par les autorités compétentes, en sont bien la preuve. »

« Sacrifiés sur l'autel de la santé »

Pour Thierry Neyens, il s'agirait donc purement et simplement d'un « sacrifice sur l'autel de la santé. On peut le comprendre. Mais c'est très dur à accepter pour la santé économique et psychologique de nos salariés et de nos entrepreneurs. » Les gouvernements fédéral et régionaux prévoient toutefois des fonds financiers pour aider l'horeca à traverser cette nouvelle passe très difficile. Ils seront substantiels : 500 millions d'euros. Dès ce samedi, les ministres fédéraux David Clarinval (MR, Classes moyennes et Indépendants), Pierre-Yves Dermagne (PS, Economie et Travail) et Vincent Van Peteghem (CD&V, Finances) auront un premier échange de vues pour déterminer comment traduire ce budget en mesures concrètes. Il est d'ores et déjà question d'un doublement du droit passerelle pour les gérants d'établissements fermés, de même qu'un nouveau report du paiement de la TVA et d'une exonération de cotisations ONSS.

« C'est toujours bon à prendre même si cela ne couvre pas nos loyers et tout le reste de nos frais fixes », réagit Philippe Trine, président de la Fédération horeca Bruxelles. « Car d'après mes calculs, ces aides s'élèveront à 6-7.000 euros par établissement. Ce n'est pas suffisant. » Son homologue wallon va dans le même sens et ajoute : « Hormis certains restos et cafés en zone rurale avec une activité touristique, nous n'avons pas eu le temps de nous refaire une santé financière depuis notre réouverture en juin. Puis, comment va-t-on soutenir de façon ciblée les établissements qui en ont le plus besoin ? A moins que l'on soit prêt à sacrifier 30 % de notre secteur... Dans ce cas, le paysage horeca changera, avec une baisse de l'offre et de la diversité, de même que de la motivation du personnel... Qui va encore se lancer dans ce secteur qui vit avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête ? »

Réévaluation dans 15 jours
Tout espoir n'est cependant pas perdu. Hormis de l'aide financière, le comité de concertation promet une réévaluation de la fermeture dans les quinze jours, même s'il est évidemment trop tôt pour dire si les cafés, les bars et les restaurants pourraient rouvrir anticipativement. « Nous exigeons d'être associés à cette réévaluation », martèle déjà Philippe Trine. « Nous sommes dans le même cas qu'un malade à qui on annonce un état de santé très mauvais et qui veut voir le résultat de ses tests médicaux. »

Autre (petite) bulle d'oxygène laissée au secteur par les décideurs politiques : il pourra servir des plats à emporter avant 22 h. « C'est positif pour ceux qui se sont organisés et rodés durant le confinement », réagit Philippe Trine. « Puis, cela permet de garder le contact avec la clientèle, de rester actif pour ne pas broyer du noir et aussi d'écouler les stocks de nourriture dans les frigos. » Mais la livraison de repas n'est toutefois pas la panacée. « Elle représente 2 à 3 % de notre chiffre d'affaires », selon Philippe Trine qui prévoit des ouvertures exceptionnelles de restaurants ce dimanche afin de vider les frigos. « Le reste, ce sera pour les CPAS ou pour la poubelle. »



Contact sans distanciation : 0-1



Recevoir à la maison et rassemblements : max. 4 personnes



Le télétravail est la règle



Restaurants et cafés fermés. À emporter : jusqu'à 22 h



Couvre-feu de minuit à 5 h



Interdiction de vente d'alcool à partir de 20 h



Sports pro : max. 200 pers.
Amateur : foyer uniquement.
Cantines fermées.



Braderies, brocantes et marchés de Noël sont interdits

devient la règle.

Le baromètre encore repoussé

Il sera encore possible de se vider la tête au cinéma ou au stade de foot. Du moins pendant quelques jours. Pedro Facon, le nouveau « commissaire corona », va consulter les acteurs de ces secteurs tout au long de la semaine et déterminer avec eux ce qu'il est possible d'encore organiser, malgré les nouvelles restrictions. Le même Pedro Facon devra s'assurer que les décisions puissent se couler dans la version finale du fameux baromètre de la vie sous le coronavirus.

Lundi, les experts du Ceval nous assureraient qu'il était finalisé et dans les mains des politiques. « Ils en feront ce qu'ils veulent », nous lâchait l'un d'entre eux, un peu dépité. Les politiques ont apparemment trouvé qu'il n'était toujours pas à la hauteur de leurs espérances. Il est de nouveau reculé et reporté à la semaine prochaine. Il faut dire que l'on n'est pas vraiment dans une situation de vie « avec le virus » mais plutôt de lutte nationale contre ce satané covid. On a bien vu lors de la conférence de presse une espèce de jauge comme le compteur d'une voiture qui indiquait des niveaux allant de 1 à 4 (sans surprise, on est actuellement dans le 4), mais c'est tout. Revenez la semaine prochaine pour y voir plus clair, a dit le ministre de la Santé. Mais qui croit encore à cette promesse de clarté ?